Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

| | |
|---|---|
| **Secrétariat général**<br>**Service des ressources humaines**<br>**Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération**<br><br>**78, rue de Varenne**<br>**75349 PARIS 07 SP**<br>**0149554955** | **Note de service**<br><br>**SG/SRH/SDCAR/2019-564**<br><br>**25/07/2019** |

**Date de mise en application :** Immédiate
**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**
**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**
**Nombre d'annexes :** 6

**Objet :** Appels à candidatures : 06 postes dans le 2ème cercle.

**Résumé :**

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

**Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) :**

-1 poste de chargé de mission – service des actions régionales (H/F) (catégorie A+) à Paris (75).
Date limite de candidature : 15/08/2019.

**Premier ministre - Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) :**

-1 poste de référent FAO - adjoint au chef de secteur CIAA (H/F) (catégorie A ou A+) à Paris (75).
Date limite de candidature : 15/09/2019.

**Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :**

-1 poste de évaluateur scientifique et technique résidus et sécurité des aliments (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 26/08/2019.

-1 poste de évaluateur scientifique et technique - physico-chimie et méthodes d'analyse / pesticides (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois ) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 26/08/2019.

-1 poste de chargé de projet scientifique et technique en nématologie (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois) à Le Rheu (35).
Date limite de candidature : 15/09/2019.

**Office national de la chasse et de la faune sauvage :**

-1 poste de gestionnaire comptable (catégorie A) à Paris (75).
Date limite de candidature : 02/09/2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation**
**Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) à Paris**
**Chargé de mission – Service des actions régionales**

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 2

<table>
<tr><td>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL</td><td colspan="2">L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 182 Pays Membres et dispose de 12 Représentations ou Bureaux sur tous les continents.<br>Le Service des actions régionales a pour mandat d'appuyer les activités des Représentations Régionales et Sous-régionales et des Commissions régionales de l'OIE et de mobiliser les ressources des Services techniques spécialisés du Siège de l'OIE afin de soutenir ces activités.<br>Les principales activités du Service des actions régionales sont :<br>• soutenir les activités des Commissions régionales et aider à l'organisation de leurs conférences biennales<br>• collaborer avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales et soutenir les programmes développés sur le terrain en collaboration avec ces organisations tel le Plan-cadre mondial pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières (GF-TADs) ;<br>• coordonner la mise en œuvre du Processus PVS (Performances des Services Vétérinaires) de l'OIE, un programme mondial en faveur d'une amélioration durable de la conformité des Services vétérinaires nationaux aux normes de l'OIE sur la qualité de ces Services.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Destiné à renforcer l'équipe du Service des actions régionales, ce poste a pour objectif de contribuer :<br>- à une meilleure application des normes de l'OIE aux niveaux national, régional et international;<br>- à la promotion d'une amélioration durable de la conformité des Services vétérinaires nationaux aux normes de l'OIE sur la qualité de ces services;<br>- à l'harmonisation de la mise en œuvre des activités régionales de l'OIE, y compris en ce qui concerne le GF-TADs ;<br>- à l'amélioration de la santé animale et publique.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Directeur général (ou des personnes qu'il mandate à cet effet) et sous la supervision du Chef du Service des actions régionales et de son adjoint, la mission principale du/de la Chargé(e) de mission sera :<br>- d'appuyer la gestion des programmes de santé animale pour la mise en œuvre opérationnelle des stratégies de l'OIE dans les régions, notamment concernant les maladies transfrontalières prioritaires du GF-TADs ;<br>-d'appuyer la planification et la mise en œuvre des activités des Représentations de l'OIE ;<br>-d'appuyer l'animation du réseau des Représentations de l'OIE.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Directeur général et sous la supervision du Chef du Service des actions régionales et de son adjoint, le/la chargé(e) de mission travaillera en relation étroite avec :<br>- les différents services au siège de l'OIE et les Représentations régionales et sous-régionales;<br>- les Pays Membres de l'OIE concernés par la mise en œuvre des activités du Service des actions régionales ;<br>- les autres bénéficiaires des interventions du Service des actions régionales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Docteur vétérinaire.<br>- Connaissance de la législation vétérinaire, de l'organisation et du fonctionnement des services vétérinaires officiels.<br>- Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE est un atout.<br>- Maîtrise des outils informatiques (bases de données).</td><td>- Aptitude à travailler en équipe.<br>- Facultés d'adaptation.<br>- Sens de l'organisation.<br>- Capacités de synthèse.<br>- Excellentes capacités rédactionnelles</td></tr>
</table>

| | |
|---|---|
| PERSONNES A CONTACTER | Loïc Evain – Directeur général adjoint, CVO – DGAL- mail : loic.evain@agriculture.gouv.fr – Tel 01 49 55 81 77<br><br>Charles Martins-Ferreira – DGAL- Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 81 20<br><br>Pierre Primot – DGAL - Adjoint au Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : pierre.primot@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 45 26<br><br>Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN. mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr |

**Premier ministre - Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)**

**Référent FAO - Adjoint au Chef de Secteur CIAA**
**68, rue de Bellechasse 75700 Paris**

**N° du poste : Catégorie : A ou A+** dans le cadre d'une mise à disposition
Cotation du poste : 2
Poste vacant à compter du 1er janvier 2020. – réponse attendue pour le 15 septembre 2019

| | |
|---|---|
| MISSIONS DE LA STRUCTURE | Le Secrétariat général des affaires européennes (www.sgae.gouv.fr ) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes ainsi que pour les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et de l'alimentation (FAO-OAA).<br>Au sein du SGAE le secteur CIAA est chargé d'assurer la coordination interministérielle des questions concernant la FAO, y compris le *Codex Alimentarius* (FAO-OMS), ainsi que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).<br>L'Union européenne ayant accédé au statut d'organisation membre de la FAO en 1991 (puis membre au Codex en 2003), l'élaboration et la défense des positions françaises dans tous ses organes répond à des règles de coordination entre l'UE et ses 28 États membres réalisée au sein des groupes du Conseil (« FAO-Coord » et « *Codex Alimentarius* Working Party ») qui tiennent des réunions régulières à Bruxelles et sur place en marge des réunions des organes de la FAO à Rome. Le *Codex Alimentarius*, sous la tutelle de la FAO et OMS, œuvre à mettre au point des normes alimentaires internationales harmonisées destinées à protéger la santé des consommateurs et à promouvoir des pratiques loyales en matière de commerce international de denrées alimentaires. (http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/codex-home/fr/ )<br>La France est le pays hôte du Comité du Codex alimentarius sur les Principes Généraux (CCGP) et doit en assurer son organisation tant sur la forme que sur le fond, en lien, notamment, avec le Président du Comité et le Secrétariat du Codex Alimentarius. |
| OBJECTIFS DU POSTE | Le titulaire du poste assure le rôle de référent FAO. Il peut également assurer l'intérim des adjoints au chef de secteur en charge du *Codex Alimentarius.* |
| DESCRIPTIF DES ACTIVITES | **Référent FAO :**<br>• Préparation des instructions pour des groupes de travail du Conseil de l'Union européenne : circulation des documents de travail, réunions interministérielles préparatoires, finalisation de la position française, préparation des éventuels arbitrages, participation aux réunions à Bruxelles, etc.<br>• Préparation des instructions pour les réunions des comités et réunions techniques de la FAO: circulation des documents de travail, animation des réunions interministérielles préparatoires, finalisation des positions françaises pour les sessions, y compris des déclarations européennes, préparation des éventuels arbitrages et participation aux réunions en tant que de besoin à Rome.<br>• Identification des membres de groupes de travail ; réponses aux questions et participation à des réunions d'information.<br>• Élaboration de notes pour la hiérarchie pour information et/ou arbitrage.<br>• Veille (y compris à destinations des acteurs de la recherche, de la société civile et du secteur privé).<br>**Participation aux travaux du Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA)**<br>**Veille et suivi du Programme alimentaire mondial (PAM) et du fonds international de développement agricole (FIDA)** |

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">L’adjoint au chef de secteur travaillera en relation étroite avec tous les acteurs concernés :<ul><li>Nationaux : départements ministériels, principalement Ministère de l’agriculture (DGAL, DGPE, DPMA), Ministère des affaires étrangères (NUOI, HUMA), Ministère de l’environnement, Ministère des Outre-Mer, Ministère de la santé (DGS), organismes scientifiques (Agreenium, Cirad, INRA, IRD, ANSES), etc.</li><li>Européens : Représentation permanente de la France, Secrétariat général du Conseil Commission européenne et représentants des autres États-membres</li><li>Internationaux : Représentations permanentes de la France à Rome (FAO) et à Genève (OMS).</li></ul></td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Expérience dans le domaine agricole et alimentaire et/ou sanitaire<br>- Connaissance pratique indispensable du fonctionnement des administrations centrales et de l’Union européenne<br>- Une connaissance des organisations multilatérales serait appréciée<br>- Maîtrise de l’anglais (lu, écrit, parlé)<br>- Intérêt pour les sujets agricoles et alimentaires, en particulier des enjeux internationaux</td><td>- Sens de la négociation et du consensus<br>- Esprit de synthèse et capacité de rédiger avec clarté et précision<br>- Capacité d’initiative, réactivité<br>- Disponibilité, en particulier lors des pics d’activité<br>- Capacité à travailler en équipe intersectorielle<br>- Capacité à gérer les conflit ; sens du dialogue<br>- Bonne capacité d'adaptation et capacité à s’investir rapidement sur des sujets variés</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Mme. Urwana QUERREC - Cheffe du secteur CIAA au SGAE (tél. : 01 44 87 16 00), urwana.querrec@sgae.gouv.fr<br>Mme Isabelle OUILLON – Chef de bureau adjointe au BMSA, DGPE (tél. : 01 49 55 46 20), isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr<br><br>Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN. mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Date : 22/07/2019

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Evaluateur scientifique et technique Résidus et Sécurité des Aliments (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois** |
| Localisation | **Maisons Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Direction de l'évaluation des produits réglementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA)

**Missions / contexte**

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances, menées dans le cadre européen, zonal ou non, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des délais réglementaires. Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif européen. L'équipe est composée de 22 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions de l'évaluateur sont d'assurer l'évaluation scientifique de la partie « Résidus et sécurité des aliments » des dossiers soumis à la DEPR.

**Activités**

- Evaluer les études scientifiques : exploiter des données et/ou résultats scientifiques, recenser des données bibliographiques, analyser les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes directrices européennes existantes, conclure quant à la validité et à la cohérence de l'ensemble de ces éléments.
- Rédiger un rapport de synthèse en français ou en anglais.
- Présenter les travaux d'évaluation au cours de réunions internes ou externes (nationales).
- Commenter les évaluations scientifiques réalisées par les homologues européens ou internationaux.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Participer à l'amélioration des procédures internes à l'URSA et au respect de l'ensemble des procédures de la DEPR et de l'Anses.

**Conditions particulières**

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Ingénieur, DEA, DESS ou équivalent (Agronomie, évaluation de risques, chimie analytique, toxicologie, etc) souhaité
Minimum BAC +3

**Expériences similaires**

- Expérience en évaluation des risques alimentaires appréciée.

**Compétences**

- Connaissance en agronomie et pratiques culturales,
- Connaissance de la méthodologie d'évaluation des risques liés à l'alimentation,
- Connaissance de la règlementation européenne et internationale dans le domaine des résidus dans l'alimentation,
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques et/ou biocides et de la fixation des LMR,
- Capacités d'analyse et de synthèse,
- Aptitudes à la communication orale et écrite, en français et en anglais,
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office,
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation,
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe,
- Communiquer en anglais scientifique et technique.

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 26 aout 2019**

**Renseignements sur le poste :**

Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr), Suzanne PIERLOT (suzanne.pierlot@anses.fr)
ou Gaelle Vial (gaelle.vial@anses.fr)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-101 à :** recrutement@anses.fr

Date : 22/07/2019

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Direction Evaluation des Produits Règlementés
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

**Missions / contexte**

**La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés** (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

**L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés** est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh. L'équipe est composée de 17 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse.

**Activités**

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

**Conditions particulières**

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC + 3 à BAC+ 8 - MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en physico-chimie, méthodes d'analyse.
Minimum BAC +3

**Expériences similaires**

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques

**Compétences**

- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Bonne capacité rédactionnelle.

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 26 aout 2019**

**Renseignements sur le poste :** Thérèse SIX (therese.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-102 à :** recrutement@anses.fr

Date : 22/07/2019

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Chargé de projet scientifique et technique en nématologie (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)** |
| Localisation | **Le Rheu (35)** |
| Prise de fonction | **Novembre 2019** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire de la santé des végétaux (LSV)
Le laboratoire de la santé des végétaux est implanté sur six sites en France et est coordonné par une direction située à Angers.
Le poste proposé est basé au sein de l'unité de nématologie à Rennes - Le Rheu, composée d'un effectif de 13 agents.

**Missions / contexte**

Détentrice d'un mandat de Laboratoire National de Référence (LNR) et d'un mandat Européen de Référence (LRUE) sur un périmètre couvrant les nématodes phytoparasites, l'unité de nématologie a pour principales missions :

- Le développement, la mise au point et la validation de méthodes d'identification de nématodes phytoparasites,
- L'animation d'un réseau de laboratoires agréés français et de laboratoires de référence européens (formation, suivi technique des laboratoires pour les analyses officielles déléguées, organisation d'essais interlaboratoires) dans le cadre de ses activités de référence,
- La réalisation d'analyses de routine et de confirmation pour la surveillance du territoire dans le respect de la norme ISO 17025,
- La veille scientifique et technique,
- - La participation à des activités d'expertise et de recherche.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du chef de l'unité, l'agent recruté sera en charge de l'identification d'espèces de nématodes phytoparasites par analyse morphobiométrique et gestion de projets au sein de l'unité de nématologie

**Activités**

A ce titre, il devra :

- Animer et gérer des projets,
- Contribuer au développement, à la mise au point et à la validation de méthodes d'identification de nématodes phytoparasites,
- Valoriser les résultats issus des projets dans des revues internationales à comité de lecture et en congrès.
- Développer une expertise sur les nématodes phytoparasites,
- Contribuer à l'animation d'un réseau de laboratoires agréés,
- Contribuer à l'encadrement de techniciens et de stagiaires.

**Conditions particulières**

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC+3 à BAC + 5, un doctorat en santé du végétal serait un plus

**Expériences similaires**

- Expérience en analyse morphobiométrique,
- Expérience en matière de gestion de projets souhaitée.

**Compétences**

- Goût prononcé pour le travail en laboratoire et pour l'observation microscopique en particulier,
- Aptitude à concevoir des protocoles expérimentaux,
- Bonnes connaissances scientifiques et technique dans le domaine de la santé végétale et de l'agronomie,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Connaissance de la norme ISO 17025 appréciée.

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 15 septembre 2019**

**Renseignements sur le poste :** Laurent FOCHER (laurent.folcher@anses.fr / 02 99 30 48 28)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-103 à :** recrutement@anses.fr

# OFFRE d'EMPLOI n°19-49-AC

22/07/19

L'Agence comptable de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

# RECRUTE

*La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.*

# Gestionnaire comptable - (F/H)

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'Agence Comptable, constituée de 14 agents, est organisée en 3 secteurs : Recettes, Dépenses, Comptabilité.

L'année 2019 est mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.

Dans ce cadre, les missions confiées au gestionnaire comptable sont susceptibles d'évolution.

Du 1er septembre au 31 décembre 2019, le gestionnaire est en charge du poste de tenue de la comptabilité et des immobilisations – cf détail des activités ci-dessous

A partir du 1er janvier 2020 : le gestionnaire participera aux opérations de clôture et à l'élaboration du compte financier 2019 et intégrera le secteur dépenses de l'OFB, chargé du visa de l'ensemble des dépenses de fonctionnement, investissement et interventions.

## Nature de l'emploi

**Poste vacant, situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir dès que possible - Temps plein - Catégorie B**
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

## Profil recherché

Connaissance du fonctionnement des Etablissements Publics.
Expérience dans la tenue de la comptabilité et le visa des dépenses en Etablissement Public Administratif virement souhaitée.
Maîtrise de l'utilisation du logiciel SIREPA.

## Activités principales

**Du 1er septembre au 31 décembre 2019, les missions sont les suivantes :**

- Contrôle des arrêtés mensuels et réalisations des opérations comptables de fin d'exercice
- Contrôle des écritures rectificatives
- Suivre l'inventaire des biens immobilisés
- Etablissement du tableau de trésorerie mensuel
- Transfert des fichiers de virement via le Portail de la Gestion Publique et transmission des fichiers infocentre
- Suivi des comptes de tiers
- Opérations d'inventaire dans le cadre des travaux de fin d'exercice et élaboration du compte financier
- Soutien au service dépense pour le visa des demandes de paiement en cas de besoin

**A partir du 1er janvier 2020 : (le contour exact du poste est à déterminer)**

- Finalisation des opérations de clôture de l'exercice 2019
- Contrôle exhaustif des dépenses de l'établissement (tiers, pièces justificatives)
- Prise en charge et paiement des dépenses
- Classement des pièces et archivage des documents comptables.

## Conditions particulières

Evolution des fonctions au 01/01/2020 dans le cadre de la mise en place de l'OFB (fiches de postes détaillées en cours).

## Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Pour les missions jusqu'au 31/12/2019 : Mme Marie-Christine BOURIQUET, Agent comptable (ONCFS), par téléphone au 01 34 57 30 89 ou par courriel à marie-christine.bouriquet@dgfip.finances.gouv.fr
Pour les missions à compter du 1/1/2020 : Mme Chantal BOUTEILLE, Agent comptable (Agence Française de la Biodiversité), par téléphone au 01 45 14 36 04 ou par courriel à chantal.bouteille@afbiodiversite.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 2 septembre 2019, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**